



## DEMANDE UNIQUE DE SUBVENTION

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

### AIDE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES EXPLOITATIONS (TYPE D'OPÉRATION 6.3.1 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE MAYOTTE)

Cette demande d'aide une fois complétée constitue le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins.

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.

Transmettez l'original à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte (DAAF) et conservez un exemplaire.

#### Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception :  /  /

#### INTITULÉ DU PROJET (À REMPLIR PAR LE DEMANDEUR) :

## CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

### IDENTITÉ DU DEMANDEUR :

N° PACAGE :  N° SIRET :   
(attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises)

NOM de naissance :

NOM d'usage (*le cas échéant*) :

Prénom :

Date de naissance (JJ/MM/AAAA) :  /  /

CIVILITÉ : *cochez la case appropriée*  Madame  Monsieur

Nationalité :

Situation familiale :

### COORDONNÉES DU DEMANDEUR :

Adresse :

Code postal :  Commune :

Village :

Téléphone fixe :      Téléphone portable :

Mél :

### CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR :

#### ➤ Pour les exploitations individuelles :

Vous êtes un exploitant unique  à titre principal  à titre secondaire

Êtes-vous membre d'un groupement d'exploitants ?  oui  non

Si oui, précisez son nom :

#### ➤ Pour les exploitations sociétaires :

Nombre d'associés (vous inclus) :

La société est-elle membre d'un groupement d'agriculteurs ?  oui  non

Si oui, précisez son nom :

## CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR (SUITE)

### a) Présentation de la société :

DÉNOMINATION SOCIALE :

Forme juridique :

NOM du représentant légal :  Prénom :

CIVILITÉ : *cochez la case appropriée*       Madame       Monsieur

### b) Composition de la société (en vous incluant) :

Condition d'âge remplie <sup>1</sup>	NOM Prénom ou dénomination sociale	N° SIRET	Fonctionnaire	Agriculteur <sup>2</sup>	N° PACAGE <sup>3</sup>	Statut JA	DJA	Pourcentage de parts sociales
<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>

c) **Coordonnées de la société :**       Identique à l'adresse du demandeur

### Si différente :

Adresse :

Code postal :  Commune

Village :

<sup>1</sup>Être âgé(e) de moins de 67 ans à la date du dépôt de la demande.

<sup>2</sup>Joindre les justificatifs pour chaque associé-exploitant (relevés de compte, avis d'imposition récents).

<sup>3</sup>Champ à remplir seulement dans le cas d'un associé-exploitant.

## CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR (SUITE)

### FORMATION PROFESSIONNELLE :

Niveau de formation :

Si DIPLÔME, précisez:

Avez-vous réaliser un stage de professionnalisation de minimum 40 heures dans un établissement d'enseignement validé par le Préfet ?  oui  non

### DEMANDEUR DÉJÀ AFFILIÉ A UN RÉGIME SOCIAL :

Êtes-vous actuellement considéré comme « non salarié des professions agricoles » ?  oui  non

#### Si le demandeur :

- *exploite déjà de terres à titre individuel :*

Revenu disponible de l'exploitant (moyenne calculée au maximum sur les 3 dernières années) :  €

- *est déjà associé-exploitant, en société :*

Capital social détenu par le demandeur à la date de la demande :  %

Revenu disponible de l'associé exploitant (moyenne calculée au max. sur les 3 dernières années):  €

### HISTORIQUE DES AIDES DÉJÀ PERÇUES :

Année	Objet	Dispositif d'aide	Montant de l'aide perçue (€)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

### COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE (SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE)

La DAAF connaît le(s) compte(s) bancaire(s) que vous utilisez pour le versement des aides et en possède le(s) IBAN. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de l'aide :

N° IBAN

BIC

Vous joignez un IBAN

## CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE

### ➤ LOCALISATION DE L'OPÉRATION :

Identique à l'adresse du demandeur

Si différente :

Adresse :

Code postal :  Commune

Village :

### ➤ CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION SUPPORT DU PROJET :

#### a) Surface de l'exploitation :

Surface totale de l'exploitation :  ha

Surface totale cultivée :  ha

Surface totale pondérée (d'après la fiche constitutive de l'exploitation) :  ha

#### b) Mode de faire-valoir de l'exploitation :

Mode de faire-valoir	Surface (ha)
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>

#### c) Activité de l'exploitation :

Production(s) principale(s) :

Présence d'activités non agricoles ?  Oui  Non

Si oui, précisez lesquelles :

### ➤ DESCRIPTION DU PROJET :

Descriptif succinct du projet (présentation synthétique de l'opération, objectifs) :

## AIDES SOLLICITÉES PAR LE DEMANDEUR ET FINANCEMENT DU PROJET

### **a) Montant et versement de la dotation**

L'aide au développement forfaitaire est de 15 000 € versée en 2 tranches :

- 75% au démarrage du projet (dans les 9 mois suivants la décision),
- 25% entre 6 et 24 mois après l'atteinte des objectifs intermédiaires fixés par la décision d'attribution de l'aide.

### **b) Articulation avec le type d'opération 411 du PDR 2014-2020 de Mayotte**

Votre demande s'articule avec une demande d'aide au titre du type d'opération 411 du PDR 2014-2020 de Mayotte dans laquelle figure le prévisionnel des investissements du PDPE :

Oui       Non

Montant total des investissements prévus au plan de développement  €

### **c) Autres aides sollicités pour le financement du projet**

Dispositif d'aide	Montant
<input type="text"/>	<input type="text"/> €

## ENGAGEMENTS

### Je déclare :

avoir élaboré le plan de développement de mon exploitation ci-joint sous ma propre responsabilité,

### J'atteste sur l'honneur :

l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,

avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information qui accompagne ce formulaire, notamment les points de contrôle.

ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide pour financer mon projet de développement.

être à jour de mes (nos) obligations fiscales (ou bénéficier d'un accord d'échelonnement),

être à jour de mes (nos) obligations sociales (ou bénéficier d'un accord d'échelonnement),

avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par grille de notation et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis localement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,

respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),

n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé.

### Le cas échéant :

que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social (pour les formes sociétaires autres que les GAEC),

de disposer de la maîtrise foncière du terrain support de l'opération pendant les cinq années consécutives au solde financier de l'opération et avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

que l'opération est conforme à la réglementation et notamment celle relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture,

### Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à mettre en œuvre, dans un délai de 9 mois à compter de la décision préfectorale m'accordant les aides au développement des petites exploitations, le plan de développement de la petite exploitation (PDPE)
- à informer l'autorité de gestion des changements intervenant dans la mise en œuvre de mon projet (modification technico-économique, diminution du revenu agricole dans le revenu professionnel global, évolution du nombre d'actifs sur l'exploitation, réorientation des investissements, changement du statut juridique de l'exploitation...) et à conserver les justificatifs originaux liés à l'octroi des aides,
- à respecter mes obligations en matière d'information et de publicité relatives au soutien octroyé par les Fonds européens tels que décrits dans la notice ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- à fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés ;
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- à réaliser le suivi technique, économique et financier prescrit par la décision d'octroi des aides (le cas échéant) ;
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de la décision d'octroi de la subvention ;
- à ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final de la subvention ; à ne pas revendre le matériel subventionné pendant cette même durée ;

- à rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final de la subvention ;

**Je suis informé(e) que :**

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières,
- l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de Services et de Paiement (ASP), le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt, la Préfecture de Mayotte et le Conseil Général.
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DAAF 15, rue Mariazé BP 103 97600 Mamoudzou.

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces à fournir par tous les demandeurs	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DAAF Mayotte	Sans objet
<b>Pièces générales</b>			
Original formulaire demande aide daté et signé	<input type="checkbox"/>		
Plan de Développement de la Petite Exploitation (PDPE)	<input type="checkbox"/>		
<b>Si dépôt dde sup à 20000 euros sur TO 411 :</b> - Eléments comptables des exercices précédents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Si présence de salarié(s) :</b> - Bulletins de salaires, journal de paie ou DADS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Identité</b>			
Certificat d'immatriculation indiquant le n°SIRET	<input type="checkbox"/>		
Copie d'une pièce d'identité	<input type="checkbox"/>		
<b>Pour les exploitants possédant des salariés :</b> - Etat des emplois de l'entreprise et registre unique du personnel - Copie des contrats de travail ou des fiches de poste ou des lettres de mission	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<b>Pour les exploitants déjà affilié à un régime de protection social :</b> - Fiche de situation au regard de l'affiliation à l'AMEXA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pour les exploitants possédant des parts sociales dans la société à la date de la demande d'aide :</b> - K-bis et exemplaires des statuts - Règlement intérieur de la société	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<b>Pour les exploitants membres d'un groupement :</b> - Attestation engagement adhésion OPC ou OPNC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pour les non ressortissants de l'UE :</b> - Titre de séjour valable minimum 10 ans	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Éléments financiers</b>			
<b>Si autofinancement :</b> - Attestation d'une capacité d'autofinancement suffisante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (IBAN)	<input type="checkbox"/>		
<b>Pour les affiliés à un régime de protection social en tant que chef d'exploitation :</b> - Comptabilité de gestion à concurrence des 3 dernières années	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité fiscale (DRFIP)	<input type="checkbox"/>		
Attestation cotisations sociales (MSA, CSSM)	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis y compris pour les investissements immatériels)	<input type="checkbox"/>		
Dernier avis d'imposition	<input type="checkbox"/>		
<b>Projet technique</b>			
<b>Si défrichement :</b> - Autorisation de défrichement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents attestant la maîtrise du foncier support du projet (baux, titre de propriété)	<input type="checkbox"/>		
Diplôme ou attestation d'équivalence prouvant la capacité professionnelle	<input type="checkbox"/>		

Documents attestant de la localisation géographique du projet (RPG ou carte 25 ou 50 millième, photos aériennes, plans cadastraux)	<input type="checkbox"/>		
Etude de marché	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche constitutive de l'exploitation	<input type="checkbox"/>		
Déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Permis de construire ou déclaration de travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pour les exploitants déposant une demande d'aide sur le TO 411 supérieure à 20 000€ :</b> - Attestation de stage de professionnalisation de 40h dans un organisme agréé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'identification du cheptel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapport ou étude appropriée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Si présence de salarié(s) :</b> - Bulletins de salaires, journal de paie ou DADS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de Développement de la Petite Exploitation (PDPE)	<input type="checkbox"/>		

Attention :

- Les devis signés valent comme dépenses engagées. Ils doivent être postérieurs au dépôt de votre demande d'aide pour être admissibles.
- Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DAAF à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant. Par exemple : pour l'IBAN, si votre compte bancaire est déjà connu de la DAAF. Dans le cas d'un compte inconnu, vous devez fournir l'IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie de l'IBAN lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise (nous autorisons) l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

je n'autorise pas (nous n'autorisons pas). Dans ce cas, je suis informé (nous sommes informés) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à <input style="width: 80%;" type="text"/>	le <input style="width: 20px;" type="text"/> / <input style="width: 20px;" type="text"/> / <input style="width: 20px;" type="text"/>
Signature(s), qualité (s) et états(s) civil(s) du demandeur ou des associés exploitants en cas d'installation sociétaire	